

**LOI SUR LES BOISSONS ALCOOLISÉES**

R-027-2004

Enregistré auprès du registraire des règlements

2004-12-06

**RÈGLEMENT SUR LES RESTRICTIONS RELATIVES AUX BOISSONS ALCOOLISÉES À  
CHESTERFIELD INLET**

ATTENDU QUE le ministre, en vertu du paragraphe 49(1) de la *Loi sur les boissons alcoolisées* et de tout pouvoir habilitant, a déclaré la partie du Nunavut située dans un rayon de 25 kilomètres du bureau de hameau de Chesterfield Inlet comme étant secteur de restriction,

le commissaire, sur la recommandation du ministre, en vertu du paragraphe 49(5) de la *Loi sur les boissons alcoolisées* et de tout pouvoir habilitant, prend le *Règlement sur les restrictions relatives aux boissons alcoolisées à Chesterfield Inlet*.

Définitions

1. Les définitions qui suivent s'appliquent au présent règlement.

« demandeur » Quiconque demande au comité l'autorisation :

- a) d'acheter ou d'avoir en sa possession des boissons alcoolisées dans le secteur de restriction;
- b) d'introduire des boissons alcoolisées dans le secteur de restriction;
- c) de fabriquer de la bière ou du vin dans le secteur de restriction. (*applicant*)

« comité » Le comité d'éducation à la consommation d'alcool de Chesterfield Inlet. (*committee*)

« membre » Membre du comité. (*member*)

« secteur de restriction » Toute partie du Nunavut située dans un rayon de 25 kilomètres du bureau de hameau de Chesterfield Inlet. (*restricted area*)

Comité d'éducation à la consommation d'alcool

2. (1) Est constitué le comité d'éducation à la consommation d'alcool de Chesterfield Inlet.

(2) Le comité a notamment pour fonctions d'éduquer et de conseiller les personnes qui consomment de l'alcool en vue de prévenir les abus d'alcool.

3. Le comité se compose de sept personnes.

4. (1) Les membres sont élus de la même manière et à la même date que les conseillers du conseil de hameau de Chesterfield Inlet.

(2) Les dispositions de la *Loi sur les élections des administrations locales* s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à l'élection des membres.

(3) L'élection des membres de la première formation du comité a lieu à la date normalement prévue pour la prochaine élection des conseillers du conseil de hameau de Chesterfield Inlet.

5. Le mandat des membres est d'une durée égale à celui des conseillers du conseil de hameau de Chesterfield Inlet élus à la même date que les membres.

6. (1) En cas de vacance au sein du comité, celui des candidats non élus qui a obtenu le plus grand nombre de voix lors de la dernière élection du comité peut combler le poste vacant jusqu'à la fin de la vacance.

(2) Lorsque la personne visée au paragraphe (1) refuse de combler le poste vacant, le comité offre le poste, à tour de rôle, aux candidats non élus, par ordre décroissant du nombre de voix obtenues, jusqu'à ce qu'un candidat accepte de le combler.

(3) Lorsque le poste vacant ne peut être comblé suivant la procédure établie aux paragraphes (1) et (2), le comité désigne une personne pour le combler.

#### Procédure

7. Le comité choisit parmi ses membres un président, un vice-président et un secrétaire.
8. Le président convoque les réunions du comité, au besoin, pour traiter les affaires du comité.
9. Le quorum du comité est de quatre membres.
10. (1) Les décisions du comité sont prises à la majorité des voix des membres présents.  
(2) Sous réserve du paragraphe (3), chaque membre a droit de vote à l'égard des décisions du comité.  
(3) Le président n'a droit de vote qu'en cas de partage des voix.
11. (1) Les membres déclarent les intérêts qu'ils ont à l'égard des questions dont est saisi le comité et n'ont pas droit de vote à l'égard des questions qui les intéressent ou qui intéressent un parent.  
(2) Pour l'application du paragraphe (1), « parent » s'entend :
  - a) du conjoint du membre;
  - b) du grand-parent, de la mère, du père, d'un frère, d'une sœur, d'un enfant ou d'un petit-enfant du membre ou de son conjoint.
12. Le secrétaire dresse le procès-verbal de toutes les réunions du comité et consigne dans un registre les décisions prises par le comité.
13. Tous les dossiers du comité sont confidentiels.
14. Lorsque le comité est tenu, par le présent règlement, de donner un avis, l'avis doit être signifié à personne ou envoyé à son destinataire par courrier recommandé.
15. Sous réserves du présent règlement, le comité peut établir les règles régissant ses réunions.

#### Demandes

16. (1) Toute personne peut présenter une demande au comité en vue d'obtenir l'autorisation :
  - a) d'acheter ou d'avoir en sa possession des boissons alcoolisées dans le secteur de restriction;
  - b) d'importer ou d'introduire des boissons alcoolisées dans le secteur de restriction;
  - c) de fabriquer de la bière ou du vin dans le secteur de restriction.  
(2) La demande doit être présentée selon la formule approuvée par le comité.
17. (1) Le président informe tout demandeur par écrit de la date, de l'heure et du lieu de la réunion au cours de laquelle sa demande sera étudiée.  
(2) Le demandeur a le droit :
  - a) d'être présent et d'être entendu lors de la réunion au cours de laquelle sa demande est étudiée;

- b) d'y être représenté par un avocat ou une autre personne.

**18.** (1) Le comité peut approuver, modifier ou rejeter la demande, en totalité ou en partie.

(2) Le comité peut rejeter, approuver en partie ou modifier une demande lorsqu'il est d'avis que le demandeur, en raison de sa consommation abusive ou excessive de boissons alcoolisées :

- a) a causé des torts à sa personne ou à un membre de sa famille ou du secteur de restriction, ou a menacé de causer de tels torts;
- b) a troublé la paix au sein de sa famille ou de la collectivité.

(3) Le comité peut rejeter ou modifier la demande du demandeur qui a vendu, donné ou transféré des boissons alcoolisées à une personne qui fait l'objet d'une ordonnance de déchéance visée au paragraphe 22(2).

(4) Lorsqu'il approuve une demande en totalité ou en partie, le comité précise la quantité de boissons alcoolisées que le demandeur est autorisé à avoir en sa possession, à acheter ou à introduire dans le secteur de restriction, ou la quantité de bière ou de vin qu'il est autorisé à y fabriquer.

(5) Lorsqu'il approuve une demande en partie ou la rejette, le comité énonce les motifs de sa décision.

(6) Le comité informe le demandeur par écrit de sa décision et, lorsque la décision est rendue en vertu du paragraphe (5), des motifs de sa décision.

#### Appels

**19.** (1) Toute personne lésée par une décision du comité peut en appeler devant un juge de paix dans les trente jours suivant la réception de l'avis de la décision.

(2) Après audience, le juge de paix peut confirmer, modifier ou infirmer la décision du comité.

(3) La décision du juge de paix est définitive.

#### Infractions et peines

**20.** Il est interdit, sans l'autorisation préalable du comité :

- a) d'acheter ou d'avoir en sa possession des boissons alcoolisées dans le secteur de restriction;
- b) d'importer ou d'introduire des boissons alcoolisées dans le secteur de restriction;
- c) de fabriquer de la bière ou du vin dans le secteur de restriction.

**21.** Il est interdit d'avoir en sa possession, dans le secteur de restriction, des boissons alcoolisées qui ont été achetées ou introduites dans le secteur de restriction, ou de la bière ou du vin qui ont été fabriqués dans le secteur de restriction, en contravention du présent règlement.

**22.** (1) Quiconque contrevient à l'article 20 ou 21 commet une infraction et est passible, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire :

- a) dans le cas d'une première infraction, d'une amende maximale de 50 \$ et d'un emprisonnement maximal de trente (30) jours, ou de l'une ou l'autre de ces peines;
- b) dans le cas d'une deuxième infraction, d'une amende maximale de 100 \$ et d'un emprisonnement maximal de trente (30) jours, ou de l'une ou l'autre de ces peines;
- c) pour toute infraction subséquente, d'une amende maximale de 150 \$ et d'un emprisonnement maximal de trente (30) jours, ou de l'une ou l'autre de ces peines.

(2) La personne déclarée coupable d'une infraction en vertu du paragraphe (1) peut être déchue, par ordonnance du tribunal, du droit de présenter une demande au comité afin d'acheter, d'avoir en sa possession, d'importer ou d'introduire des boissons alcoolisées dans le secteur de restriction ou d'y fabriquer de la bière ou du vin, pendant une période maximale d'un an.

(3) Le tribunal qui rend une ordonnance de déchéance en vertu du paragraphe (2) en avise le comité par écrit dans les plus brefs délais.